



PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION DE LA COORDINATION
DES POLITIQUES DE L'ETAT

Bureau des procédures publiques

Affaire suivie par Darie Finot

Tél. 02.32.81.82.41.

Fax 02.35.72.52.76

Mél. darie.finot@seine-maritime.gouv.fr

Arrêté du - 4 AVR. 2014

autorisant M. Xavier DENIS représentant de la S.A.R.L. Rêve de Bisons, sise à MUCHEDENT, à présenter des loups au public dans un établissement à caractère fixe et permanent.

Le préfet de la région Haute-Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
commandeur de la Légion d'honneur

- Vu le règlement (CE) n°338/97 du Conseil du 9 décembre 1996 relatif à la protection des espèces de faune et de flore sauvages par le contrôle de leur commerce ;
- Vu le règlement (CE) n°1808/2001 de la Commission du 30 août 2001 portant modalités d'application du règlement (CE) n°338/97 du Conseil du 9 décembre 1996 relatif à la protection des espèces de faune et de flore sauvages par le contrôle de leur commerce ;
- Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles L. 411-1 à L. 411-3, L. 412-1, L. 413-2 à L. 413-4, R. 412-1 à R. 412-5, R. 412-7, R. 413-6, R. 413-9 et R. 413-43 ;
- Vu le Code rural et notamment ses articles L. 214-1, L. 221-11, R. 214-17 et R. 214-84 à R. 214-86 ;
- Vu le décret du 17 janvier 2013 du président de la République nommant M. Pierre-Henry MACCIONI préfet de la région Haute-Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté ministériel du 25 octobre 1982 modifié relatif à l'élevage, la garde et la détention des animaux ;
- Vu l'arrêté ministériel du 25 octobre 1995 modifié relatif à la mise en œuvre du contrôle des établissements détenant des animaux d'espèces non domestiques ;
- Vu l'arrêté ministériel du 21 novembre 1997 définissant deux catégories d'établissements autres que les établissements d'élevage, de vente et de transit des espèces de gibier dont la chasse est autorisée, détenant des animaux d'espèces non domestiques ;
- Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 1998 fixant les modalités d'application de la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction et des règlements (CE) n°338/97 du Conseil européen et (CE) n°939/97 de la Commission européenne ;

- Vu l'arrêté ministériel modifié du 10 août 2004 fixant les conditions de détention d'animaux de certaines espèces non domestiques dans les établissements d'élevage, de vente, de location, de transit ou de présentation au public d'animaux d'espèces non domestiques ;
- Vu l'arrêté ministériel du 30 mars 1999 fixant la liste des espèces animales non domestiques prévue à l'article R. 413-6 du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 25 mars 2004 modifié fixant les règles générales de fonctionnement et les caractéristiques générales des installations des établissements zoologiques à caractère fixe et permanent, présentant au public des spécimens vivants de la faune locale ou étrangère ;
- Vu l'arrêté n° 13-196 du 25 avril 2013 modifié portant délégation de signature à M. Éric MAIRE, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 76-13-151 délivré le 28 octobre 2013 à monsieur Xavier Denis lui accordant un certificat de capacité pour la présentation au public de loups dans un établissement à caractère fixe et permanent ;
- Vu la demande du 22 novembre 2011 présentée par monsieur Xavier DENIS qui sollicite une autorisation de présenter au public des loups dans un établissement à caractère fixe et permanent ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 19 février 2014 ;
- Vu la délibération du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en date du 11 mars 2014 ;
- Vu la transmission du projet d'arrêté faite à l'exploitant en date du 13 mars 2014.

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture

ARRETE

Article 1^{er} – Bénéficiaire et portée de l'autorisation

Monsieur Xavier Denis est autorisé à présenter au public au lieu dit « Le Pubel » à MUCHEDENT les espèces de loups (*Canis lupus*) suivantes :

- *Canis lupus arctos*
- *Canis lupus lupus*
- *Canis lupus nubilus*
- *Canis lupus mackenzii*

Le nombre de loups total ne dépasse pas 32 individus. Les loups introduits dans l'établissement sont issus de la captivité.

Article 2 – Modification des installations

Toute modification des installations ou du mode de fonctionnement de l'établissement doit être portée à la connaissance de monsieur le préfet de la Seine-Maritime.

En particulier, tout projet d'augmentation du nombre d'animaux présenté nécessitera le dépôt d'un nouveau dossier de demande d'autorisation d'ouverture.

Article 3 – Situation et conception de l'établissement par rapport à son environnement

L'implantation de l'établissement doit être compatible avec la protection de la santé et de la sécurité des tiers.

L'établissement est délimité par des moyens physiques permettant d'assurer la sécurité des tiers ainsi que le bien-être et la tranquillité des animaux hébergés.

Ces moyens doivent notamment permettre de faire obstacle au passage des personnes extérieures à l'établissement ainsi qu'aux animaux indésirables.

Article 4 – Hébergement des animaux

L'hébergement des animaux a lieu dans des locaux spécifiques et bien séparés des lieux réservés aux usages domestiques.

Les animaux présentant un risque grave pour la sécurité des personnes ne doivent pas être détenus dans des bâtiments collectifs à usage d'habitation.

Afin de garantir la sécurité des personnes, les moyens mis en œuvre sont proportionnés à la dangerosité des animaux.

Article 5 – Gestion de l'établissement

L'exploitant de l'établissement prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation de l'établissement pour prévenir et réduire les risques d'accidents, conformément au dossier déposé.

Le(s) titulaire(s) du certificat de capacité exerce(nt) une surveillance permanente des activités en rapport avec les animaux au sein de l'établissement.

Article 6 – Prévention des risques liés à la personne

Les animaux présentant un risque grave pour la sécurité des personnes ne sont jamais laissés dans l'établissement sans une surveillance permettant de réagir rapidement et efficacement à l'apparition de tout danger.

L'entretien des animaux dangereux s'effectue selon des procédures précises, déterminées à l'avance et prévenant tout risque pour la sécurité et la santé des personnes. Les procédures sont établies sur la base des risques pouvant survenir et de leurs facteurs d'apparition. Elles sont validées par le titulaire du certificat de capacité.

Article 7 – Plan de secours

Un plan de secours prévoit les moyens et procédures à mettre en œuvre en cas de dangers ainsi que les conditions d'alerte des services médicaux ou de secours ou de toute autre personne extérieure dont le concours est nécessaire.

Ces services ou personnes doivent être au préalable informés des conditions dans lesquelles ils auront à intervenir. Ils doivent être notamment informés des types de blessures pouvant survenir, des espèces impliquées et des circonstances possibles de leur apparition.

Article 8 – Règlement intérieur

L'établissement s'attache les services de toutes personnes ou organisations extérieures dont le concours est nécessaire au respect en permanence des impératifs de la réglementation en vigueur.

Il est porté à la connaissance du personnel et du public le règlement intérieur de l'établissement. Toutes les dispositions sont prises pour qu'il soit respecté.

Article 9 – Règlement de service

Un règlement de service est élaboré. Il fixe les conditions de travail, notamment pour les manœuvres dangereuses, les règles d'hygiène à respecter et les règles devant être suivies pour assurer le bien-être des animaux.

Article 10 – Dossier sanitaire

Un dossier sanitaire est tenu à jour, conformément à l'article 4 de l'annexe 1 de l'arrêté du 24 mars 2004. Il permet d'appréhender rapidement l'historique de l'état de santé de chacun des animaux et groupes d'animaux hébergés (meutes).

Article 11 – Déclaration d'incident ou d'accident

L'exploitant tient informé le préfet du département (direction départementale de la protection des populations), des accidents et des situations impliquant des animaux, portant ou susceptibles de porter préjudice à la sécurité ou à la santé des personnes, telles les blessures infligées aux personnes ou les évasions d'animaux.

Article 12 – Conduite d'élevage

Les animaux doivent être entretenus dans des conditions d'élevage qui visent à satisfaire les besoins biologiques et de conservation, la santé et l'expression des comportements naturels des différentes espèces en prévoyant notamment, des aménagements et des équipements des enclos adaptés à la biologie de chaque espèce. Ces conditions doivent garantir le bien-être des animaux.

Article 13 – Comportement des animaux

Les animaux nouvellement arrivés doivent pouvoir s'adapter progressivement à leur nouvel environnement sans compromettre ni leur bien-être ni la sécurité des personnes ou des autres animaux.

Les animaux sont observés au moins quotidiennement.

Une surveillance destinée à détecter l'apparition d'anomalies comportementales est effectuée.

Les facteurs provoquant ou favorisant les anomalies comportementales doivent être recherchés et les mesures nécessaires à leur correction doivent être mises en œuvre.

Article 14 – Reproduction

En ce qui concerne les animaux des espèces protégées en application des articles L. 411-1 et L. 411-2 du code de l'environnement, les programmes de reproduction sont maîtrisés et raisonnés dans l'intérêt de la conservation des populations animales captives viables de génération en génération et favorisent le maintien de la diversité génétique de ces populations.

Les activités de reproduction ne peuvent être entreprises que si les responsables de l'établissement ont l'assurance que les animaux issus de ces activités seront élevés dans des lieux et des conditions qui respectent la réglementation relative à la protection de la nature.

A défaut, ces activités sont limitées par des moyens appropriés qui préservent l'intégrité physique des animaux chaque fois qu'il est possible d'utiliser de telles méthodes.

Article 15 – Soins des femelles gestantes et petits

En fonction des exigences de l'espèce, les animaux gestants, ceux ayant mis bas et les jeunes font l'objet de soins particuliers prévenant l'apparition des maladies périnatales et les agressions des autres animaux.

Article 16 – Alimentation et abreuvement

Une alimentation suffisamment abondante, saine, équilibrée et de qualité répondant aux besoins de l'espèce est fournie aux animaux.

Les régimes alimentaires des espèces détenues sont établis en tenant compte des connaissances scientifiques et techniques ainsi que des progrès réalisés en matière de nutrition animale.

L'abreuvement est assuré par une eau saine, renouvelée fréquemment, protégée du gel et constamment tenue à la disposition des animaux.

Les aliments sont stockés et préparés dans des conditions d'hygiène préservant leur qualité. Les aliments et l'eau sont distribués et laissés à la disposition des animaux, dans des conditions préservant leur qualité.

Les déchets sont stockés et éliminés de façon à ne pas être une source de contamination des aliments, ni de l'environnement.

Article 17 – Matériel de capture, de contention et dispositions sur l'abattage

L'établissement doit disposer des matériels de capture, de contention et d'abattage appropriés à chaque espèce ainsi que les matériels de protection nécessaires tels vêtements, gants, bottes ...

En cas de danger, l'abattage d'un animal ne peut être effectué que s'il est de nature à éviter une blessure ou à sauver une vie humaine. Cette mesure ne doit être prise que lorsque tous les autres moyens pour repousser ou capturer l'animal sont ou se révèlent inopérants.

Article 18 – Caractéristiques des installations d'hébergement

Les installations d'hébergement des animaux, leurs sols et leurs équipements sont adaptés aux mœurs de chaque espèce, garantissent la sécurité des animaux et permettent d'exprimer largement leurs aptitudes naturelles.

Les caractéristiques des installations et les modalités d'entretien et de surveillance de ces installations doivent être définies de manière à prévenir toute apparition de risques pour la sécurité et la santé des personnes.

Les installations doivent leur permettre de pouvoir échapper aux attitudes hostiles d'autres animaux hébergés avec eux, du public, en leur permettant d'exprimer un comportement normal de défense ou de fuite.

Article 19 – Prévention du risque de fuite

19.1 La conception de l'établissement, en particulier la localisation des installations par rapport à l'extérieur, doit garantir que les animaux ne présentent aucun risque pour la sécurité des tiers.

Les enclos hébergeant des animaux présentant un risque grave pour la sécurité des personnes, ne doivent pas se trouver en périphérie de l'établissement. Dans ce cas, un espace entre les installations d'hébergement des animaux et les moyens délimitant l'établissement existe de manière à pouvoir contenir les animaux qui se seraient évadés de leur enclos.

La totalité de la parcelle contenant les parcs à loups est clôturée avec un grillage de 2,5 mètres de hauteur.

19.2 Les dispositifs destinés à maintenir les animaux dans les lieux où ils sont hébergés, sont conçus de manière à préserver l'intégrité des animaux et à prévenir l'apparition d'accidents.

Les animaux ne doivent pas pouvoir franchir l'enceinte de leur enclos. Un écarteur électrique empêche les loups de s'approcher de la clôture. Il est maintenu en parfait état d'entretien.

Les dimensions et les caractéristiques des dispositifs et des aménagements destinés à prévenir la fuite des animaux sont en rapport avec les aptitudes de l'espèce et avec les possibilités d'expression de ces aptitudes à l'intérieur de l'enclos.

Chaque parc est clôturé par un grillage aérien de 2,5 mètres avec à son sommet, un retour de 80 cm. Le grillage à sa base est enterré de 60 cm. Le grillage est en maillage dégressif, type grillage à gibier.

19.3 Aucun élément de la conception des enclos, aucun de leurs aménagements ne doit réduire l'efficacité de l'enceinte.

S'ils sont susceptibles de favoriser la fuite des animaux, les arbres sont régulièrement taillés.

Les animaux ne doivent pas pouvoir détériorer les clôtures et les autres dispositifs de séparation auxquels ils ont accès.

Les montants des clôtures sont solidement implantés au sol. Les grillages sont solidement fixés. Les caractéristiques des mailles de ces grillages ainsi que celles des matériaux les composant sont adaptées aux espèces hébergées et empêchent les déformations du fait des animaux pouvant amoindrir l'efficacité des clôtures et des autres dispositifs de séparation.

L'intégrité des clôtures doit pouvoir être vérifiée en permanence.

Lorsqu'elles sont endommagées, les clôtures et les barrières doivent pouvoir être rapidement réparées à moins que les établissements disposent d'un autre lieu d'hébergement pour les animaux concernés.

19.4 La disposition des portes, trappes et coulisses des cages et des enclos permet de contrôler la situation des animaux avant que ne soient ouvertes les portes permettant d'accéder dans ces lieux.

Les commandes des portes et des trappes sont mises en place et utilisées de façon à permettre à l'utilisateur de connaître le résultat de la manœuvre d'ouverture ou de fermeture qu'il réalise.

L'accès aux enclos et aux locaux hébergeant des animaux prévient l'évasion des animaux et assure la sécurité des personnes.

Article 20 – Prévention du risque incendie

La défense intérieure est assurée par des extincteurs disposés dans chaque affût, et dans les locaux techniques. Ils sont vérifiées régulièrement, et ce, conformément à la réglementation en vigueur.

La défense extérieure de l'établissement est assurée par le maintien d'un hydrant alimenté par une réserve de 300 m³ à moins de 200 m de l'entrée du site.

Article 21 – Prévention des maladies

Les installations et le fonctionnement de l'établissement permettent de prévenir l'apparition des maladies animales et des zoonoses et le cas échéant, d'en limiter la propagation.

Les responsables de l'établissement surveillent l'apparition des maladies auxquelles sont sensibles les animaux. Ils doivent mettre en œuvre des mesures de prophylaxie adaptées.

Article 22 – Soins vétérinaires

L'établissement s'attache les soins d'un vétérinaire investi du mandat sanitaire instauré par l'article L. 221-11 du code rural, à même de porter un diagnostic sur l'état de santé des animaux, sur l'apparition de maladies contagieuses et de zoonoses au sein de l'élevage ainsi que de prescrire les mesures et traitements nécessaires à la prévention ou aux soins des animaux.

Toutes mesures sont prises pour garantir la sécurité du vétérinaire ou de tout autre personne, lors des interventions vétérinaires au sein de l'établissement.

Article 23 – Surveillance sanitaire

Les informations relatives aux changements de l'état de santé des animaux et aux interventions pratiquées à titre prophylactique ou curatif, doivent être consignées dans le dossier sanitaire.

Sur la base des informations recueillies dans leur élevage d'origine, les animaux nouvellement introduits font l'objet d'un examen sanitaire et bénéficient d'une période d'acclimatation durant laquelle ils sont soumis à une surveillance sanitaire particulière. Les animaux dont l'état sanitaire est incertain font l'objet d'une période de quarantaine.

Les causes des maladies apparues dans l'établissement doivent être recherchées.

Article 24 – Gestion de l'infirmerie

Les animaux malades doivent être entretenus dans des lieux ou dans des conditions prévenant la transmission des maladies contagieuses (soit aux personnes, soit aux autres animaux).

Les locaux réservés aux soins des animaux doivent pouvoir être facilement nettoyables et désinfectables. Ils sont entretenus de manière à prévenir la transmission de maladies entre les animaux qui y sont admis.

Article 25 – Gestion des cadavres

Les cadavres d'animaux sont stockés puis enlevés le plus rapidement possible, conformément aux dispositions du code rural.

Article 26 – Nettoyage et désinfection des locaux et matériels

Les locaux annexés à l'élevage sont régulièrement nettoyés et désinfectés. Une lutte contre les insectes et les rongeurs indésirables est organisée.

Les cages de transport des animaux sont régulièrement nettoyées et désinfectées.

Article 27 – Transport des animaux

Le présent arrêté vaut autorisation de transport pour les loups (*Canis lupus*), espèce visée aux articles L.411-1 et L.411-2 du code de l'environnement sur l'ensemble du territoire métropolitain.

Article 28 – Les visites

L'exploitant s'assure de la disponibilité des pédagogues pour assurer les visites commentées. Le nombre de personne par visite n'excède pas 50.

Les panneaux pédagogiques (y compris sur la biologie animale) sont maintenus en bon état de manière à ce qu'en tout temps, ils soient lisibles.

Les affuts et postes d'observation sont conçus, maintenus et entretenus pour assurer l'accueil et la sécurité du public.

Article 29 –

S'il est mis un terme au fonctionnement de l'activité, l'exploitant est tenu d'en faire la déclaration au moins trois mois avant la date de cessation, dans les formes prévues à l'article R512-74 du Code de l'Environnement, et de prendre les mesures qui s'imposent pour remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L-511.1 du Code de l'Environnement.

Au cas où l'exploitant est amené à céder son exploitation, le nouvel exploitant doit être titulaire du certificat de capacité correspondant avant d'entamer toute démarche de reprise en charge de l'exploitation.

Article 30 –

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de ROUEN. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et d'un an pour les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1, à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service

Article 31 –

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 32 –

Le présent arrêté est tenu à la disposition du public :

- dans la mairie de MUCHEDENT aux jours et heures ouvrables,
- à la D.D.P.P. aux jours et heures ouvrables,
- à la préfecture aux jours et heures ouvrables.

Article 33 –

Mention de cet arrêté sera faite en caractères apparents dans les deux journaux ci-après désignés :

- Paris-Normandie, presse rouennaise
- Les Informations Dieppoises

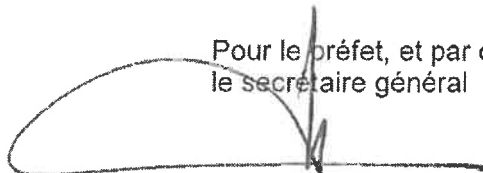
Un exemplaire de ces journaux sera annexé au dossier.

Article 34 –

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, la sous-préfète de DIEPPE, le maire de MUCHEDENT, le directeur départemental de la protection des populations de la Seine-Maritime, le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, les inspecteurs du travail, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, ainsi que tous agents habilités des services précités et toutes autorités de police et de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera affichée pendant une durée minimum d'un mois à la porte de la mairie de MUCHEDENT.

Fait à ROUEN, le 4 AVR. 2014

Pour le préfet, et par délégation,
le secrétaire général



Éric MAIRE

